

ACCORD DE FINANCEMENT NON REMBOURSABLE
2175/GR-HA

entre la

REPUBLIQUE D'HAÏTI

et la

BANQUE INTERAMÉRICAINNE DE DÉVELOPPEMENT

Programme de Viabilité Fiscal I

8 septembre, 2009

ACCORD DE FINANCEMENT NON REMBOURSABLE

CLAUSES SPECIALES

INTRODUCTION

Parties, Objet, Eléments Intégrants et Organisme d'Exécution

1. PARTIES ET OBJET DE L'ACCORD

ACCORD signé le 8 septembre, 2009 entre la REPUBLIQUE D'HAÏTI, par l'intermédiaire du Ministère de l'Economie et des Finances, dénommée ci-après le « Bénéficiaire » et la BANQUE INTERAMÉRICAIN DE DÉVELOPPEMENT, ci-après dénommée la «Banque», en sa qualité d'Administrateur de la Facilité Non Remboursable de la Banque, afin de coopérer à l'exécution du programme d'appui à la viabilité fiscal, ci-après dénommé le «Programme».

2. PARTIES INTEGRANTES DE L'ACCORD ET REFERENCE AUX NORMES GENERALES

(a) Le présent Accord est composé des Clauses Spéciales et des Normes Générales qui s'y ajoutent. Si une disposition des Clauses Spéciales n'est pas conforme aux Normes Générales ou est en contradiction avec les dites Normes Générales, c'est cette disposition des Clauses Spéciales qui prévaut. En cas de défaut de conformité ou de contradiction entre les dispositions des Clauses Spéciales, c'est le principe selon lequel la disposition spécifique prévaut sur la disposition générale qui s'applique.

(b) Les Normes Générales établissent de façon détaillée les dispositions des procédures faisant référence à l'application des clauses relatives aux décaissements ainsi qu'aux autres dispositions concernant l'exécution du Programme. Les Normes Générales comprennent également des définitions à caractère général.

3. ORGANISME D'EXECUTION

Les parties conviennent que l'exécution du Programme sera réalisée par le Bénéficiaire par l'intermédiaire du Ministère de l'Economie et des Finances, ci-après dénommé l'« Organisme d'Exécution » ou le «MEF».

CHAPITRE I

Coût et financement non remboursable

CLAUSE 1.01 **Montant du financement non remboursable.** Conformément aux termes du présent Accord, la Banque s'engage à accorder au Bénéficiaire, et celui-ci accepte, un financement non remboursable, ci-après dénommé la «Contribution», sur les ressources de la Facilité Non Remboursable de la Banque, à concurrence d'un montant de vingt-cinq millions de dollars (US\$25.000.000), ou sa contre valeur en d'autres monnaies sauf celle de la République d'Haïti, faisant partie desdites ressources.

CLAUSE 1.02 **Objet.** (a) L'objet de la Contribution est de fournir au Bénéficiaire des ressources fongibles afin d'appuyer des actions de politique dans un Programme d'Appui Budgétaire.

(b) Les ressources de la Contribution ne pourront pas être utilisées pour financer les dépenses indiquées à la Clause 2.05.

CHAPITRE II

Clauses Relatives aux Décaissements

CLAUSE 2.01 **Disposition Générale.** (a) La Banque décaissera les ressources de la Contribution en se conformant aux conditions et procédures stipulées au Chapitre III des Normes Générales ainsi qu'aux Clauses Spéciales établies dans le présent Chapitre.

(b) Le décaissement se fera en une seule tranche à concurrence d'un montant de vingt-cinq millions dollars (US\$25.000.000) sur les ressources de la Facilité Non Remboursable de la Banque.

CLAUSE 2.02 **Conditions Préalables au Décaissement.** Le décaissement de la Contribution est subordonné à la réalisation des conditions préalables énoncées dans les Articles 3.01 et 3.03 des Normes Générales, ainsi qu'aux conditions suivantes:

(a) Maintient, à la satisfaction de la Banque, un cadre macroéconomique viable menant à l'achèvement des buts du Programme; et

(b) Maintient ouvert(s) le (les) compte(s) spécial(aux) qui est (sont) mentionné(s) dans l'Article 3.01(c) des Normes Générales, où la Banque fera le dépôt des ressources de la Contribution.

CLAUSE 2.03 Conditions Spéciales Préalables au Décaissement de la Seule Tranche de la Contribution. Le décaissement de la Contribution est subordonné à la réalisation, à la satisfaction de la Banque, en plus des conditions préalables stipulées dans la Clause 2.02, aux conditions suivantes:

I. Collecte de Revenus

- (a) Le nouveau code de procédures fiscales est rédigé et soumis aux autorités du MEF.
- (b) La nouvelle loi organique révisée de la Direction Générale des Impôts (DGI) a été déposée par devant le Parlement.

II. Douanes

- (a) Le système Sydonia World a été installé dans trois principaux ports d'entrée.
- (b) Deux postes de contrôle situés sur des routes commerciales sont opérationnels.

III. Gestion des Dépenses

- (a) Limiter les dépenses faites à partir de comptes courants à un maximum de 10% des dépenses courantes non salariales.
- (b) Un module pour le programme d'investissement au Système de Gestion du Programme d'Investissement Public (SYSDIP) ont été développés et appliqués.
- (c) Le lien entre la Banque Centrale et le Trésor pour le transfert automatique des informations des comptes du Trésor a été développé et soumis à la Banque Centrale pour test et approbation.

IV. Gestion de la Dette Publique

- (a) Le logiciel du Système de Gestion et d'Analyse de la Dette (SYGADE) pour la base de données centralisée de la dette publique a été installé et est opérationnel à la Banque de la République d'Haïti (BRH) et au MEF, en particulier à la Direction de la Dette Publique (DDP).
- (b) La DDP maintient la base de données et publie régulièrement des rapports sur la dette en monnaie externe et étrangère, selon le format General Data Dissemination System (GDDS), chaque trimestre.

V. Transparence Fiscale

- (a) Les contrôleurs financiers sont recrutés, formés et déployés dans le Ministère de Santé Publique et de la Population, le Ministère de l'Éducation Nationale et de la Formation Professionnelle, le Ministère des Travaux Publics, Transports et Communications et le Ministère d'Agriculture, Ressources Naturels et Développement Rural.
- (b) Soumission des rapports d'audit 2005-2006 et 2006-2007 de la Cour Supérieur des Comptes et du Contentieux Administratif (CSCCA) au Parlement et publication des Comptes Généraux de l'Etat conformément aux procédures standards et la loi.
- (c) Approbation et entrée en application de la nouvelle loi sur la Déclaration du Patrimoine des fonctionnaires publics.
- (d) Approbation de la stratégie de lutte contre la corruption par le Conseil de Ministres.

VI. Secteur du Transport et d'Infrastructures Routières

- (a) La stratégie pour l'entretien des routes a été élaborée et approuvée par le Ministère des Travaux Publics Transport et Communications (MTPTC).
- (b) Une Proposition pour la réorganisation du MTPTC a été préparée et approuvée par le Ministre.

VII. Secteur de l'Energie

- (a) Électricité d'Haïti (EDH) a mis en route des nouveaux systèmes de gestions des affaires (gestion des clients, gestion du service technique, systèmes de comptabilité et de gestion de ressources) pour améliorer son efficacité.

CLAUSE 2.04 **Délai du Décaissement.** Le délai pour le décaissement des ressources de la Contribution est fixé à deux (2) mois à compter de la date d'entrée en vigueur du présent Accord. A moins que les parties ne conviennent par écrit de proroger cette période, la Contribution sera automatiquement annulée.

CLAUSE 2.05 **Dépenses Exclues de la Contribution.** (a) Aucun décaissement ne sera effectué sur les ressources de la Contribution pour financer:

- (i) dépenses en biens compris dans les groupes et sous-groupes de la liste «Classification Type pour le Commerce International» (ou «CTCI») des Nations-Unies, à laquelle la Clause 2.06 ci-dessous fait référence;

- (ii) dépenses en biens obtenus au moyen de contrats dont le coût est inférieur à la somme de dix mille dollars (US\$10.000) ou sa contre-valeur en d'autres monnaies;
- (iii) dépenses en biens financés en devises, à long ou moyen-terme;
- (iv) dépenses en biens de luxe;
- (v) dépenses en armes;
- (vi) dépenses en biens destinés à un usage par les forces armées;
- (vii) dépenses en biens d'un pays qui n'est pas membre de la Banque; et
- (viii) dépenses régies par un contrat selon lequel la Banque a déterminé qu'un acte de fraude et de corruption a été réalisé par un employé, agent, ou représentant du Bénéficiaire, de l'Organisme d'Exécution ou de l'Organisme Contractant, au cours du processus d'appel d'offres, de la négociation ou de l'exécution dudit contrat et que le Bénéficiaire, l'Organisme d'Exécution ou l'Organisme Contractant n'a pas mis en œuvre, à la satisfaction de la Banque, une action appropriée et adéquate pour remédier à une telle situation.

(b) Si la Banque détermine à n'importe quel moment, que les ressources de la Contribution ont été utilisées pour financer les dépenses exclues au paragraphe (a) de cette Clause, le Bénéficiaire devra immédiatement rembourser à la Banque ou réapprovisionner le ou les comptes bancaires spéciaux mentionnés dans l'Article 3.01(c) des Normes Générales, le montant de la somme utilisée pour financer ces dépenses.

CLAUSE 2.06 **Liste Négative.** Les biens signalés à la Clause 2.05(a)(i) ci-dessus sont ceux qui figurent dans les catégories ou sous-catégories suivantes de la Classification Standard pour le Commerce International des Nations Unies (CUCI) incluant toute modification qui pourrait se produire dans lesdites catégories ou sous catégories dont le changement devra être notifié au Bénéficiaire par la Banque:

<u>Groupes</u>	<u>Sous-groupes</u>	<u>Description de l'article</u>
112	-	Boissons alcoolisées
121	-	Tabacs bruts ou non fabriqués; déchets de tabac
122	-	Tabacs fabriqués (même contenant des succédanés de tabac)
525	-	Matières radioactives et produits associés
667	-	Perles, pierres précieuses et semi-précieuses, travaillées ou brutes

718	718	Réacteurs nucléaires et leurs parties et pièces détachées, éléments combustibles (cartouches) non-irradiés pour réacteurs nucléaires
897	897.3	Bijoux en or, en argent ou de métaux du groupe platine (à l'exclusion des montres et des boîtes de montre) et articles d'orfèvrerie (y compris les pierres précieuses serties)
971	-	Or, à usage non-monétaire (à l'exclusion des minerais et concentrés d'or)

CHAPITRE III

Exécution du Programme

CLAUSE 3.01 **Lettre de Politique.** Le Bénéficiaire et la Banque ont convenu que la teneur de la Lettre de Politique signée par le Ministre de l'Economie et des Finances, envoyée à la Banque par le Bénéficiaire en date du 21 juillet, 2009 qui décrit les plans d'action, objectifs et politiques envisagés pour l'achèvement du Programme, et dans laquelle le Bénéficiaire déclare son engagement avec l'exécution dudit Programme fait partie intégrante du Programme.

CLAUSE 3.02 **Rencontres Régulières.** La Banque et le Bénéficiaire devront, à intervalle régulier et à la demande de l'une des parties, se réunir, en un lieu et à une date fixée d'un commun accord, afin d'échanger des vues sur: (i) les progrès enregistrés dans l'exécution du Programme et dans la réalisation des obligations énumérées dans les Clauses 2.02 et 2.03 de ces Clauses Spéciales; et (ii) la cohérence entre la politique macroéconomique du Bénéficiaire et le Programme. Préalablement à toute rencontre, le Bénéficiaire devra communiquer à la Banque, aux fins de commentaires, un rapport portant sur l'accomplissement des obligations signalées dans les alinéas (i) et (ii) de cette Clause.

CLAUSE 3.03 **Evaluation Ex-post.** Le Bénéficiaire s'engage à coopérer à l'évaluation qui sera réalisée par la Banque à la fin du Programme, pour identifier dans quelle mesure les objectifs du Programme ont été atteints. A cet effet, le Bénéficiaire s'engage à fournir à la Banque les informations, données et documents qu'elle pourrait solliciter pour la réalisation de ladite évaluation.

CLAUSE 3.04 **Modifications des Dispositions Légales et des Règlements de Base.** Il est convenu que, si des modifications surviennent dans les politiques macroéconomiques ou sectorielles décrites dans la lettre mentionnée dans la Clause 3.01, dans les dispositions juridiques ou dans les règlements de base concernant l'Organisme d'Exécution, qui, du point de vue de la Banque, peuvent affecter substantiellement le Programme, la Banque aura le droit de réclamer du Bénéficiaire de l'Organisme d'Exécution toutes les informations nécessaires pour déterminer si les modifications ont eu ou peuvent avoir un impact défavorable sur l'exécution du Programme ou sur la réussite des objectifs fixés, afin de prendre les mesures appropriées, conformément aux dispositions de cet Accord.

CHAPITRE IV

Registres, Inspections, et Rapports

CLAUSE 4.01 **Registres Comptables Distincts.** Toutes les ressources de la Contribution devront être déposées sur le(s) Compte(s) spécial (aux) exclusif(s) du Programme. Le Bénéficiaire s'engage également à tenir des registres comptables distincts, et un système approprié de contrôle interne, conformément à l'Article 6.01 des Normes Générales.

CLAUSE 4.02 **Audits.** En ce qui concerne la disposition de l'Article 6.01 des Normes Générales, le Bénéficiaire devra, dans les quatre-vingt-dix (90) jours qui suivent la date du décaissement de la Contribution, présenter à la Banque, au cas où celle-ci le lui demanderait, un état financier dudit décaissement. Ces états financiers devront être dûment audités, conformément aux termes de référence acceptés par la Banque, par un cabinet d'experts comptables indépendants jugés acceptables par la Banque.

CHAPITRE V

Dispositions diverses

CLAUSE 5.01 **Entrée en Vigueur de l'Accord.** Les parties conviennent que le présent Accord entrera en vigueur à la date de sa signature par les deux parties.

CLAUSE 5.02 **Achèvement de l'Accord.** Le décaissement de la Contribution mettra fin au présent Accord, sauf en ce qui concerne des obligations pour lesquelles les parties peuvent prévoir un délai supérieur.

CLAUSE 5.03 **Validité.** Les droits et obligations conférés par le présent Accord sont valides et exigibles, conformément à ses termes, indépendamment des lois d'un pays déterminé.

CLAUSE 5.04 **Communications.** Tous les avis, demandes, communications ou notifications que les parties doivent s'adresser en vertu du présent Accord seront présentés par écrit et seront considérés comme ayant été présentés au moment où le document correspondant sera remis à son destinataire à l'adresse indiquée ci-dessous, à moins que les parties n'en conviennent autrement par écrit.

Pour le Bénéficiaire:

Adresse postale:
Ministère de l'Economie et des Finances
Palais des Ministères
Port-au-Prince
Haïti

Télécopie: (509)2299-1732

Pour la Banque:

Adresse postale:

Banque Interaméricaine de Développement
1300 New York Avenue, N.W.
Washington, D.C. 20577
Etats-Unis d'Amérique

Télécopie: (202) 623-3096

CHAPITRE VI

Arbitrage

CLAUSE 6.01 **Engagement en Faveur de l'Arbitrage.** Pour la résolution de tout différend qui pourrait résulter du présent Accord et qui ne pourrait être résolu par accord entre les parties, celles-ci s'engagent à se soumettre de façon inconditionnelle et irrévocable à la procédure et à la sentence du Tribunal Arbitral visées au Chapitre VIII des Normes Générales.

EN FOI DE QUOI, le Bénéficiaire et la Banque, agissant chacun par l'intermédiaire de leur représentant dûment habilité à cet effet, signent le présent Accord en deux exemplaires de même teneur à Port-au-Prince, République d'Haïti, à la date indiquée ci-dessus.

REPUBLIQUE D'HAÏTI

BANQUE INTERAMÉRICAINNE DE
DÉVELOPPEMENT

/s/ Daniel Dorsainvil

/s/ Philippe Dewez

Daniel Dorsainvil
Ministre de l'Économie et des Finances

Philippe Dewez
Représentant Résident de la Banque en Haïti

DEUXIÈME PARTIE

NORMES GÉNÉRALES

CHAPITRE I

Application des Normes Générales

Article 1.01 Application des Normes Générales. Les présentes Normes Générales s'appliquent aux accords de financements non remboursables que la Banque Interaméricaine de Développement signe avec ses bénéficiaires afin de soutenir des programmes en appui des réformes de politique, et leurs dispositions font partie intégrante du présent Contrat.

CHAPITRE II

Définitions

Article 2.01 Définitions. Aux fins des engagements contractuels entre les parties, les définitions ci-après sont adoptées:

- (a) Par «Contrat» on entend l'ensemble des Clauses Spéciales et des Normes de cet accord de financement non remboursable.
- (b) Par «Banque» on entend la Banque Interaméricaine de Développement.
- (c) Par «Bénéficiaire» on entend la partie à la disposition de laquelle on met la Contribution.
- (d) Par «Contribution» on entend les fonds que la Banque accepte de mettre à la disposition du Bénéficiaire pour contribuer à la réalisation du Projet.
- (e) Par «Conseil» on entend le Conseil des Directeurs Exécutifs de la Banque.
- (f) Par «Clauses Spéciales» on entend l'ensemble des clauses qui composent la Première Partie de cet Contrat et qui contiennent les éléments spécifiques à chaque opération.
- (g) Par «Fraude et Corruption» on entend les actes définis à l'Article 5.02 (c) de ces Normes Générales.
- (h) Par «Normes Générales» on entend l'ensemble des articles qui composent la Deuxième Partie du présent Contrat et qui reflètent les politiques fondamentales

de la Banque applicables uniformément à ses Contrats de financement non remboursable.

- (i) Par «Organisme Contractant» on entend l'entité avec la capacité juridique de signer le contrat pour la passation des marchés de biens et de travaux avec l'entrepreneur, le fournisseur, et la société de conseil ou le consultant, selon le cas.
- (j) Par «Organisme(s) d'Exécution» on entend l'organisme (les organismes) chargé(s) d'exécuter le Projet, dans sa totalité ou en partie.
- (k) Par «Programme» ou «Projet» on entend l'ensemble de mesures à caractère institutionnel ou de politique générale que le Bénéficiaire, l'Organisme d'Exécution, ou le Garant doivent mettre en oeuvre afin que la Banque décaisse les ressources de la Contribution.

CHAPITRE III

Normes relatives aux Décaissements

Article 3.01 Conditions Préalables au Premier Décaissement. Le premier décaissement de la Contribution est subordonné à la réalisation des conditions suivantes, à la satisfaction de la Banque:

(a) La Banque devra avoir reçu un ou plusieurs rapports juridiques circonstanciés qui établissent, en indiquant les dispositions constitutionnelles, légales et réglementaires pertinentes, que les obligations contractées par le Bénéficiaire dans le Contrat, sont valables et exécutoires. Ces rapports devront en outre se référer à toutes les questions juridiques que la Banque estimera raisonnablement pertinentes.

(b) Le Bénéficiaire, directement ou par l'intermédiaire de l'Organisme d'Exécution éventuel, devra avoir désigné un ou plusieurs fonctionnaires pouvant le représenter dans tous les actes relatifs à l'exécution du Contrat et il devra avoir fait parvenir à la Banque des copies authentifiées des signatures desdits représentants. Si deux ou plusieurs fonctionnaires sont désignés, le Bénéficiaire devra indiquer si ceux-ci peuvent agir séparément ou conjointement.

(c) Le Bénéficiaire, directement ou par l'intermédiaire de l'Organisme d'Exécution, devra avoir présenté à la Banque l'information au sujet du compte bancaire spécial dans lequel la Banque réalisera les décaissements de la Contribution.

(d) Le Bénéficiaire directement ou par l'intermédiaire de l'Organisme d'Exécution, présente une demande de décaissement d'après les termes stipulées à l'Article 3.03 des présentes Normes Générales.

Article 3.02 Délai prévu pour que soient remplies les Conditions Préalables au Premier Décaissement. Si dans un délai de soixante (60) jours à compter de la date d'entrée en vigueur de le

Contrat, ou un délai plus long convenu par écrit entre les Parties, les conditions préalables au premier décaissement stipulées à l'Article 3.01 des présentes Normes Générales et dans les Clauses Spéciales, n'ont pas été remplies, la Banque pourra mettre fin au présent Contrat en en donnant notification au Bénéficiaire.

Article 3.03 Conditions de tout Décaissement. Avant que la Banque effectue chaque décaissement, il faudra: (a) que le Bénéficiaire ou l'Organisme d'Exécution éventuel ait présenté par écrit une demande de décaissement et fourni à la Banque, à l'appui de ladite demande, les documents pertinents et autres pièces que celle-ci peut lui avoir demandées; (b) que les demandes soient présentées au plus tard trente (30) jours avant la date d'expiration du délai de décaissement ou de la prorogation dudit délai, dont le Bénéficiaire et la Banque auront convenu par écrit; et (c) qu'aucune des circonstances décrites à l'Article 5.01 des présentes Normes Générales ne se présente.

Article 3.04 Procédure de Décaissement. La Banque pourra procéder à des décaissements sur la Contribution: (a) en virant directement au Bénéficiaire les sommes auxquelles il a droit d'après le contrat (b) en effectuant des paiements pour le compte du Bénéficiaire et, avec son accord, à d'autres institutions bancaires; (c) par toute autre méthode dont les parties conviennent par écrit. Tous les frais bancaires qui pourraient être facturés par un tiers en relation avec les décaissements seront à la charge du Bénéficiaire. A moins que les parties n'en conviennent autrement, les décaissements ne seront jamais inférieurs à cinq pour cent (5 %) du montant total de la Contribution.

CHAPITRE IV

Taux de change

Article 4.01 Taux de change. (a) Décaissements: (i) La contre-valeur en dollars d'autres monnaies de change dans lesquelles pourraient se faire les décaissements de la Contribution sera calculée en appliquant le taux de change en vigueur sur le marché à la date du décaissement; et (ii) dans les cas d'accords régionaux, la contre-valeur en dollars de la monnaie locale ou d'autres monnaies dans lesquelles pourraient se faire le décaissement, sera calculée en appliquant, à la date du décaissement, le taux de change prévu dans l'accord en vigueur entre la Banque et le Pays concerné aux fins de maintenir la valeur de cette monnaie ou d'autres monnaies détenue(s) par la Banque.

(b) Dépenses effectuées: (i) La contre-valeur en dollars d'une dépense effectuée en monnaie de change sera calculée en appliquant le taux de change en vigueur sur le marché à la date où s'est effectué le paiement de ladite dépense; et (ii) dans le cas de programmes régionaux, la contre-valeur en dollars d'une dépense effectuée en monnaie locale, ou en d'autres monnaies, sera calculée en appliquant, à la date à laquelle s'est effectué le paiement de ladite dépense, le taux de change prévu dans l'accord en vigueur entre la Banque et le pays concerné aux fins de maintenir la valeur de cette monnaie détenue par la Banque. Aux fins des points (i) et (ii) ci-dessus, il demeure entendu que la date de paiement de la dépense est celle à laquelle le

Bénéficiaire, Organisme d'Exécution, ou toute autre personne physique ou morale habilitée à régler les dépenses, effectue le paiement en question au consultant, contractuel ou fournisseur.

Article 4.02 Renonciation à une partie de la Contribution. Le Bénéficiaire peut renoncer par notification écrite envoyée à la Banque à son droit d'utiliser toute partie de la Contribution qui n'a pas été décaissée avant la réception de cette notification, à condition que ladite partie ne réponde à aucune des circonstances prévues à l'Article 5.03 des présentes Normes Générales.

Article 4.03 Annulation Automatique d'une partie de la Contribution. A moins que la Banque ne convienne expressément et par écrit avec le Bénéficiaire de proroger les délais de décaissement, la partie de la Contribution qui n'aura pas été engagée ou décaissée, suivant le cas, dans le délai prévu, sera automatiquement annulée.

CHAPITRE V

Suspension des Décaissements et Echéance Anticipée

Article 5.01 Suspension des Décaissements. La Banque peut, par notification écrite au Bénéficiaire, suspendre les décaissements si l'une des circonstances suivantes se produit et tant qu'elle subsistera:

(a) Le retard dans le paiement des sommes que le Bénéficiaire doit à la Banque au titre du principal, des commissions, des intérêts, du remboursement d'avances, ou à tout autre titre, aux termes du présent Contrat ou de tout autre accord ou contrat de prêt conclu entre la Banque et le Bénéficiaire.

(b) La non-exécution par le Bénéficiaire de quelque des autres obligations stipulées dans le ou les contrats ou accords conclus avec la Banque pour financer le Projet.

(c) Le retrait ou la suspension, comme membre de la Banque, du pays où le Projet doit être exécuté.

(d) Quand le Projet ou les objectifs de la Contribution risquent de souffrir: (i) de toute restriction, modification ou amendement de la capacité légale, des fonctions ou du patrimoine du Bénéficiaire ou de l'Organisme d'Exécution; ou (ii) de toute modification ou amendement apporté sans l'accord écrit de la Banque, aux conditions de base remplies avant l'approbation par la Banque du financement non remboursable ou la signature de le Contrat. En pareil cas, la Banque a le droit de solliciter des informations justifiées et détaillées du Bénéficiaire et de l'Organisme d'Exécution. Après avoir entendu le Bénéficiaire ou l'Organisme d'Exécution et examiné les informations et les explications fournies, ou au cas où le Bénéficiaire ou l'Organisme d'Exécution ne répondrait pas, la Banque pourra suspendre les décaissements si elle juge que les changements apportés affectent de façon substantielle et défavorable le Projet ou rendent son exécution impossible.

(e) Lorsque le Bénéficiaire n'est pas un État membre, toute circonstance extraordinaire qui, de l'avis de la Banque, rend improbable la possibilité que le Bénéficiaire

s'acquitte des obligations contractées dans l'Accord ou qu'il puisse atteindre les objectifs pour lesquels il fut conclu.

(f) Lorsqu'il y a suffisamment de preuve pour confirmer une constatation qu'un employé, agent, ou représentant du Bénéficiaire, de l'Organisme d'Exécution ou de l'Organisme Contractant a commis un acte de fraude ou de corruption lors d'une soumission d'offres, la négociation d'un contrat, ou l'exécution d'un contrat.

Article 5.02 Résiliation, Echéance Anticipée ou Annulation partielles de montants non décaissés. (a) La Banque pourra mettre fin à l'Accord pour la partie de la Contribution qui n'aura pas encore été décaissée: (i) si l'une des situations décrites dans les alinéas (a), (b), (d), et (f) de l'article ci-dessus se prolonge plus de soixante (60) jours ou (ii) si l'information dont fait référence les alinéas (c) et (e), ou les déclarations ou informations supplémentaires fournies par le Bénéficiaire ou l'Organisme d'Exécution ou l'Organisme Contractant, selon le cas, n'ont pas été satisfaisantes.

(b) La Banque pourra annuler la partie non décaissée de la Contribution destinée à l'acquisition de certains biens, travaux, services connexes ou de services de conseil, ou, au cas où la Contribution aurait déjà été décaissée, déclarer échue et payable la partie correspondante de celui-ci si, à un moment quelconque, elle détermine: (i) que cette acquisition ou ces activités ont été effectuées sans respecter les procédures prévues à le Contrat ou (ii) que les représentants du Bénéficiaire, de l'Organisme d'Exécution ou de l'Organisme Contractant se sont livrés à des actes de fraude ou corruption, que ce soit pendant la procédure de sélection du contractant, fournisseur, ou consultant, ou pendant la période de négociation ou d'exécution du contrat concerné, sans que, pour remédier à la situation, le Bénéficiaire ait pris, en temps opportun, des mesures appropriées, acceptables par la Banque et conformes aux garanties juridiques prévues par la législation du pays du Bénéficiaire.

(c) Aux fins de l'alinéa précédent, les diverses activités qui constituent des actes de fraude et corruption sont définies comme suit: (i) L'*acte de corruption* se définit comme le fait d'offrir, de donner, de recevoir ou de solliciter directement ou indirectement quelque chose de valeur afin d'influencer sur les actes d'une autre partie; (ii) La *fraude* est un acte ou une omission, y compris une distorsion, qui, de façon délibéré ou par négligence grave, induit en erreur ou cherche à induire en erreur une partie afin de se procurer un avantage financier ou autre ou de se soustraire à une obligation; (iii) La *coercition* consiste à porter atteinte ou à nuire, ou à menacer de porter atteinte ou de nuire directement ou indirectement à une partie ou à un bien d'une partie afin d'influencer sur les actes de ladite partie; et (iv) La *collusion* est une entente entre deux parties ou plus conçue à des fins illicites ou inappropriées, y compris influencer de façon inappropriée les actes d'une ou plusieurs parties.

(d) Si la Banque, conformément à ses procédures administratives, apporte la preuve qu'une entreprise, une entité ou une personne soumissionnant pour un projet financé par la Banque ou participant à un tel projet, y compris, entre autres, les emprunteurs, les soumissionnaires, les fournisseurs, les entrepreneurs, les sous-traitants, les concessionnaires, les candidats, les consultants, les Organismes d'Exécution et les Organismes Contractants (incluant

leurs dirigeants, employés et agents respectifs) ont commis un acte de fraude ou corruption, la Banque peut:

- (i) décider de ne pas financer une proposition d'attribuer un marché ou un contrat pour la fourniture de biens, de travaux et de services de conseil financés par la Banque;
- (ii) suspendre le décaissement de la Contribution tel que décrit à l'Article 5.01(e) ci-dessus s'il est établi à un moment quelconque que les preuves sont suffisantes pour confirmer qu'un employé, un agent, ou un représentant du Bénéficiaire, de l'Organisme d'Exécution ou de l'Organisme Contractant a commis un acte de fraude ou corruption;
- (iii) annuler la fraction de la Contribution allouée à un marché tel que décrit à l'Article 5.02 (b) ci-dessus, lorsqu'il est prouvé que le représentant du Bénéficiaire n'a pas pris les mesures correctives nécessaires dans un délai jugé raisonnable par la Banque, et conformément aux garanties de procédure régulière prévues par la législation du pays du Bénéficiaire;
- (iv) prononcer une réprimande sous la forme d'une lettre officielle désavouant le comportement de l'entreprise, de l'entité ou de la personne;
- (v) déclarer qu'une personne, une entité ou une entreprise est exclue, définitivement ou pour une période déterminée, de l'attribution de marchés dans le cadre de projets financés par la Banque, sauf dans des conditions que la Banque jugera appropriées;
- (vi) déférer l'affaire aux autorités chargées de veiller au respect de la loi; et/ou
- (vii) imposer d'autres sanctions qu'elle juge appropriées selon les circonstances, y compris des amendes correspondant au remboursement des frais engagés par la Banque pour les enquêtes et les procédures. De telles sanctions peuvent être imposées en sus ou au lieu d'autres sanctions.

(e) L'imposition par la Banque de toute sanction mentionnée ci-dessus peut être rendue publique.

Article 5.03 Obligations non affectées. Nonobstant les dispositions des articles 5.01 et 5.02 ci-dessus, aucune des mesures prévues dans le présent Chapitre n'affectera le décaissement par la Banque: (a) des montants soumis à la garantie d'une lettre de crédit irrévocable; et (b) des montants que la Banque s'est engagée spécifiquement par écrit avec le Bénéficiaire ou l'Organisme d'Exécution ou l'Organisme Contractant éventuel à fournir sur les ressources de la Contribution pour payer un fournisseur de biens et services ou de services de conseil. La Banque pourra considérer comme nul et non avenu l'engagement mentionné à l'alinéa (b) s'il est établi à la satisfaction de la Banque qu'un ou plusieurs des actes de fraude ou corruption ont été commis

relativement à la négociation ou à l'exécution d'un contrat portant sur l'acquisition de travaux, de biens et de services ou de services de conseil.

Article 5.04 Non-renonciation aux Droits. Ni le retard accusé par la Banque dans l'exercice des droits accordés au titre du présent Contrat ni le non-exercice de ces droits ne pourront être interprétés comme une renonciation par la Banque auxdits droits ni comme une acceptation des circonstances qui, si elles s'étaient réalisées, l'auraient habilitée à les exercer.

Article 5.05 Dispositions Non Affectées. L'application des mesures établies dans le présent Chapitre n'affectera pas les obligations du Bénéficiaire établies dans cet Contrat, lesquelles conserveront leur plein effet.

CHAPITRE VI

Registres, Inspections et Rapports

Article 6.01 Contrôle interne et registres. Le Bénéficiaire ou l'Organisme d'Exécution ou l'Organisme Contractant, selon le cas, devra tenir un système approprié de contrôles comptables et administratifs internes. Le système comptable devra être organisé de manière à fournir la documentation nécessaire pour vérifier les transactions et faciliter la préparation en temps opportun des états financiers et rapports. Les registres du Projet devront être tenus pour une période minimum de trois (3) ans après la date du décaissement final de la Contribution de manière à: (a) permettre d'identifier les sommes reçues des différentes sources; (b) consigner, conformément au catalogue de comptes que la Banque aura approuvés, les investissements du Projet, financés tant au moyen de la Contribution que sur les autres ressources affectées à son exécution; (c) fournir les détails nécessaires pour permettre d'identifier les travaux effectués, biens acquis et les services contractés, ainsi que l'utilisation desdits travaux, biens et services; et (d) inclure dans tels documents l'information relative à la passation des marchés et l'exécution des contrats financés par la Banque y compris, entre autres, les appels d'offres, les appels d'offres globaux, les résumés, les évaluations, les contrats, la correspondance, le travail effectué et les ébauches, et les factures, y compris les documents relatifs aux paiements de commissions, des agents, consultants et contractants; et (e) indiquer le coût des investissements pour chaque catégorie et le déroulement des travaux.

Article 6.02 Inspections. (a) La Banque pourra établir les procédures d'inspection qu'elle estime nécessaires pour garantir le déroulement satisfaisant du Projet.

(b) Le Bénéficiaire, l'Organisme d'Exécution et l'Organisme Contractant devront permettre la Banque d'inspecter à tout moment le Projet, l'équipement et le matériel et d'examiner les registres et documents que la Banque juge utiles de connaître. Le personnel que la Banque enverra ou désignera comme enquêteur, agent, auditeur ou expert à cette fin devra pouvoir compter sur la totale collaboration des autorités concernées. Tous les coûts relatifs au transport, aux salaires et autres frais de ce personnel seront à la charge de la Banque.

(c) A la demande d'un représentant autorisé par la Banque, le Bénéficiaire l'Organisme d'Exécution ou l'Organisme Contractant, selon le cas, fournira à la Banque tout document, y compris les documents relatifs à la passation des marchés de biens. De plus, le Bénéficiaire, l'Organisme d'Exécution ou l'Organisme Contractant devra, dans un délai jugé raisonnable, mettre leur personnel à la disposition de la Banque afin de répondre aux questions posées par le personnel de la Banque aux fins de procéder à l'examen et à l'audit des documents sus-mentionnés. Le Bénéficiaire, l'Organisme d'Exécution, ou l'Organisme Contractant, selon le cas, devra fournir les documents dans un délai jugé raisonnable ou présenter un affidavit incluant les raisons pour lesquelles un document n'est pas disponible ou ne sera pas fourni à la Banque.

(d) Si le Bénéficiaire, l'Organisme d'Exécution ou l'Organisme Contractant, selon le cas, ne se conforment pas à la demande de la Banque ou fait de quelque autre manière obstruction à une enquête de la Banque, la Banque, à sa seule discrétion, peut prendre toute mesure appropriée contre le Bénéficiaire, l'Organisme d'Exécution, ou l'Organisme Contractant, selon le cas.

Article 6.03 Rapports et États Financiers. (a) Le Bénéficiaire ou l'Organisme d'Exécution, selon le cas, présentera à la Banque les rapports mentionnés ci-dessous dans les délais indiqués pour chacun d'entre eux:

- (i) Les rapports relatifs à l'exécution du Projet, dans les soixante (60) jours qui suivent la fin de chaque semestre de l'année civile ou dans tout autre délai convenu entre les parties, préparés conformément aux normes fixées à cet égard en accord avec la Banque.
- (ii) Les autres rapports que la Banque peut raisonnablement demander en ce qui concerne l'investissement des sommes octroyées, l'utilisation des biens acquis au moyen desdites sommes et le déroulement du Projet.
- (iii) Les états financiers seront présentés dans les cent vingt (120) jours qui suivent la clôture de chaque exercice financier de l'Organisme d'Exécution à compter de l'exercice au cours duquel commencera l'Exécution du Projet et pendant toute la période indiquée dans les Clauses Spéciales.

(b) Les états financiers et documents décrits à l'alinéa (a)(iii), devront être certifiés par l'organisme vérificateur visé aux Clauses Spéciales du présent Contrat et conformément aux critères de satisfaction de la Banque. Le Bénéficiaire ou l'Organisme d'Exécution éventuel devra autoriser l'organisme vérificateur à fournir à la Banque les renseignements supplémentaires que celle-ci pourra raisonnablement demander en ce qui concerne les états financiers et rapports de vérification des comptes établis.

(c) Lorsque la certification est à la charge d'un organisme officiel de contrôle des comptes et que celui-ci ne peut s'acquitter de cette tâche conformément aux critères de satisfaction de la Banque ou dans les délais mentionnés ci-dessus, le Bénéficiaire ou l'Organisme d'Exécution contractera les services d'un cabinet d'experts comptables indépendant jugé

acceptable par la Banque. De même, l'on pourra utiliser les services d'un cabinet d'experts-comptables indépendant si les parties contractantes en conviennent.

CHAPITRE VII

Dispositions concernant les Charges et Exonérations

Article 7.01 Impôts. Le Bénéficiaire s'engage à assumer la charge de tout impôt, taxe ou droit applicable à la conclusion, à l'inscription ou à l'exécution du présent Contrat.

CHAPITRE VIII

Procédure d'Arbitrage

Article 8.01 Composition du Tribunal. Le Tribunal arbitral sera composé de trois membres qui seront désignés de la manière suivante: un membre par la Banque, un autre par le Bénéficiaire et un troisième, ci-après dénommé le «Tiers-arbitre», par accord direct entre les parties ou par l'intermédiaire des arbitres respectifs. Si les parties ou les arbitres ne se mettent pas d'accord sur la personne du Tiers-arbitre, ou si l'une des parties ne peut désigner d'arbitre, le Tiers-arbitre sera désigné à la demande de n'importe laquelle des parties par le Secrétaire Général de l'Organisation des États Américains. Si l'une des parties ne désigne pas d'arbitre, celui-ci sera désigné par le Tiers-arbitre. Si l'un des arbitres désignés ou si le Tiers-arbitre ne veut pas ou ne peut pas s'acquitter ou continuer de s'acquitter de ses fonctions, il sera remplacé de la même façon que pour la désignation initiale. Le successeur remplira les mêmes fonctions et attributions que son prédécesseur.

Article 8.02 Engagement de la Procédure. Pour soumettre le différend à la procédure d'arbitrage, la partie requérante adressera à l'autre une communication écrite exposant la nature de la réclamation, la satisfaction ou la réparation exigée et le nom de l'arbitre qu'elle désigne. La partie qui aura reçu cette communication devra, dans un délai de quarante cinq (45) jours, communiquer à la partie adverse le nom de la personne qu'elle désigne comme arbitre. Si, dans un délai de trente (30) jours à compter de la remise de la communication au requérant, les parties ne se sont pas mises d'accord sur la personne du Tiers-arbitre, n'importe laquelle d'entre elles pourra recourir au Secrétaire Général de l'Organisation des États Américains pour que celui-ci effectue la désignation.

Article 8.03 Convocation du Tribunal. Le Tribunal arbitral sera convoqué à Washington, District de Columbia, États-Unis d'Amérique, à la date que choisit le Tiers-arbitre, et, une fois convoqué, il se réunira aux dates que déterminera le Tribunal lui-même.

Article 8.04 Procédure. (a) Le Tribunal sera compétent pour connaître uniquement des points du différend. Il adoptera sa propre procédure et pourra de sa propre initiative, désigner les experts qu'il estime nécessaires. Dans tous les cas, il devra donner aux parties l'occasion de présenter leurs points de vue oralement.

(b) Le Tribunal jugera en équité, en se fondant sur les termes du Contrat, et prononcera sa sentence même dans le cas où l'une des parties manquerait à son devoir de comparution ou de déposition.

(c) La sentence sera rendue par écrit et décidée par vote concordant de deux membres au moins du Tribunal; elle devra être rendue dans un délai approximatif de soixante (60) jours à compter de la date de la nomination du Tiers-arbitre, à moins que le Tribunal ne décide que pour des circonstances spéciales et imprévues ce délai devrait être prorogé. La sentence sera notifiée aux parties par communication signée par deux membres au moins du Tribunal et devra être exécutée dans un délai de trente (30) jours à compter de la date de la notification. La sentence sera définitive et ne sera susceptible d'aucun appel.

Article 8.05 Frais. Les honoraires de chaque arbitre seront versés par la partie qui l'aura désigné et les honoraires du Tiers-arbitre seront pris en charge par les deux parties à part égale. Avant que le Tribunal ne se réunisse, les parties détermineront les honoraires des autres personnes qui, d'un commun accord, seront invitées à intervenir dans la procédure d'arbitrage. Si les parties n'arrivent pas à s'entendre sur les honoraires de telles personnes temps opportun, le Tribunal fixera lui-même la rémunération qui serait raisonnable pour de telles personnes, compte tenu des circonstances. Chaque partie s'acquittera de ses propres frais au titre de la procédure, mais les frais du Tribunal seront pris en charge par les parties à part égale. Tout doute concernant la répartition des frais ou les modalités de paiement sera tranché par le Tribunal sans recours possible.

Article 8.06 Notifications. Toute notification relative à l'arbitrage ou à la sentence se fera sous la forme prévue dans le présent Contrat. Les parties renoncent à toute autre forme de notification.